



# Vie étudiante en temps de Covid

mercredi 17 mars 2021, par [Bariaud](#)

## ACTUALITÉ

### VIE ÉTUDIANTE EN TEMPS DE COVID

En 2020, la pandémie de Covid-19 a montré les fragilités de notre système de santé après des années de désinvestissement. Ce début d'année 2021 souligne les carences de notre système d'enseignement supérieur et de recherche (ESR), avec l'échec cuisant de la France dans la course au vaccin bien sûr, mais également avec la terrible situation des étudiant·es.

Indigente depuis des années, la politique d'ESR est devenue catastrophique ! Nous sommes à des années-lumière des déclarations du Président de la République et de la ministre de l'enseignement supérieur, qui ont choisi de fermer nos établissements plutôt que de prendre les mesures sanitaires qui s'imposent, quel que soit le coût.

Pire encore, avec la rentrée de septembre, le pouvoir a cherché à faire des étudiant·es les boucs émissaires de ses propres insuffisances ! Les étudiant·es, des irresponsables ? Ou bien ce gouvernement qui passe en force la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) et les fusions au sein

des ressources propres des CROUS et les menaces de suppressions de postes. Sans oublier la troisième session de la fonctionnalisation des personnels ouverts. Il faut également débloquer des fonds pour la rénovation des bâtiments, pour l'élabo-ration et l'équiper-ment des salles de cours, pour la distribution gratuite de masques aux étudiant·es, pour le recrutement d'enseignants... Bien au-delà des repas à 1 €, il s'agit de permettre à chaque étudiant·e d'étudier à plein temps, de pouvoir être logé dans des résidences universitaires renou-ées, d'accéder à une restauration de qualité, de pouvoir étudier en présentiel en respectant les conditions sanitaires imposées par la crise, avec un accès garanti au numérique (poste de travail et internet)...

Car enfin, au-delà des seules étudiant·es, il semblerait que la France ait abandonné sa jeunesse devenue flogée par cette pandémie. Elle est pourtant l'avenir de la nation, bien plus que les multinationales qui se gavent d'aides publiques sans répondre aux besoins du pays. Il est urgent de permettre aux jeunes adultes d'accéder pleinement à la citoyenneté et à la liberté.

Enfin, à l'opposé de la politique de renouveau du gouvernement, la nation doit investir massivement dans l'enseignement supérieur, pour une jeunesse hautement qualifiée qui garantisse sa souveraineté scientifique, technologique et industrielle.

Digitisation ministérielle sans résultat sur le retour des étudiant·es (circulaires bâclées et inapplicables publiées pendant les vacances, annonces contradictoires entre la ministre et le Président...) a accentué la situation tragique des étudiant·es. Nombre d'entre elles et eux sombrent dans la misère, faute d'avoir pu conserver les emplois étudiants qui leur assuraient quelques revenus. Certain·es sont dans une détresse psychologique qui peut aller jusqu'au suicide, en raison de l'isolement social et de conditions d'études à distance catastrophiques. Dans ce chaos, ils et elles sont nombreux à craindre une année blanche, voire à envisager l'abandon de leurs études.

des établissements expérimentaux plutôt que de profiter du répit estival pour sécuriser la rentrée ? Car l'État n'a pas voulu allouer à l'ESR les quelques milliards indispensables. Aujourd'hui, il est urgent de financer les CROUS, dont les personnels sont très sollicités depuis un an. Leur conscience professionnelle et leur métier se sentent avérés indispensables, entre les restaurants universitaires aux contraintes sanitaires très dures et les résidences universitaires à entretenir, pour des résident·es confinés, isolés, désespérés... À ces conditions de travail difficiles, s'ajoutent la perte non compensée d'une partie



En 2020, la pandémie de Covid-19 a montré les fragilités de notre système de santé après des années de désinvestissement. Ce début d'année 2021 souligne les carences de notre système d'enseignement supérieur et de recherche (ESR), avec l'échec cuisant de la France dans la course au vaccin bien sûr, mais également avec la terrible situation des étudiant·es.

Indigente depuis des années, la politique d'ESR est devenue catastrophique ! Nous sommes à des années-lumière des déclarations du Président de la République et de la ministre de l'enseignement supérieur, qui ont choisi de fermer nos établissements plutôt que de prendre les mesures sanitaires qui s'imposent, quel qu'en soit le coût.

L'agitation ministérielle sans résultat sur le retour des étudiant·es (circulaires bâclées et inapplicables publiées pendant les vacances, annonces contradictoires entre la ministre et le Président, ...) a accentué la situation tragique des étudiant·es. Nombre d'entre elles et eux sombrent dans la misère, faute d'avoir pu conserver les emplois étudiants qui leur assuraient quelques revenus. Certain·es sont dans une détresse psychologique qui peut aller jusqu'au suicide, en raison de l'isolement social et de conditions d'études à distance catastrophiques. Dans ce chaos, ils et elles sont nombreux à craindre une année blanche, voire à envisager l'abandon de leurs études.

Pire encore, avec la rentrée de septembre, le pouvoir a cherché à faire des étudiant·es les boucs émissaires de ses propres insuffisances ! Les étudiant·es, des irresponsables ? Ou bien ce gouvernement qui passe en force la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) et les fusions au sein des établissements expérimentaux plutôt que de profiter du répit estival pour sécuriser la rentrée ? Car l'État n'a pas voulu allouer à l'ESR les quelques milliards indispensables. Aujourd'hui, il est urgent de

financer les CROUS, dont les personnels sont très sollicités depuis un an. Leur conscience professionnelle et leur métier se sont avérés indispensables, entre les restaurants universitaires aux contraintes sanitaires très dures et les résidences universitaires à entretenir, pour des résident·es confinés, isolés, désespérés... À ces conditions de travail difficiles, s'ajoutent la perte non compensée d'une partie des ressources propres des CROUS et les menaces de suppressions de postes. Sans oublier la troisième session de la fonctionnarisation des personnels ouvriers.

Il faut également débloquer des fonds pour la rénovation des bâtiments sans attendre le plan France Relance, pour l'aération et l'équipement des salles de cours, pour la distribution gratuite de masques aux étudiant·es, pour le recrutement d'enseignant·es...

Bien au-delà des repas à 1 €, il s'agit de permettre à chaque étudiant·e d'étudier à plein temps, de pouvoir être logé dans des résidences universitaires rénovées, d'accéder à une restauration de qualité, de pouvoir étudier en présentiel en respectant les conditions draconiennes imposées par la crise, avec un accès garanti au numérique (poste de travail et réseaux), ...

Car enfin, au-delà des seul·es étudiant·es, il semblerait que la France ait abandonné sa jeunesse durement frappée par cette pandémie. Elle est pourtant l'avenir de la nation, bien plus que les multinationales qui se gavent d'aides publiques sans répondre aux besoins du pays. Il est urgent de permettre aux jeunes adultes d'accéder pleinement à la citoyenneté et à la liberté.

Bref, à l'opposé de la politique de renoncement du gouvernement, la nation doit réinvestir massivement dans l'enseignement supérieur, pour une jeunesse hautement qualifiée qui garantisse sa souveraineté scientifique, technologique et industrielle.